L'Atlas d'un pays inconnu

La République moldave du Dniestr a publié en 1997 son Atlas national (1). Partant du principe que la publication de tout nouvel atlas enrichit la connaissance géographique, on ne peut que se réjouir de cette parution et souhaiter que cet ouvrage de fond ait trouvé son public. Par ses 32 pages joliment imprimées en quadrichromie et écrites en anglais, on peut se faire une idée précise des principales caractéristiques physiques, économiques et historiques du pays, d'autant plus que les autorités de la république ont ouvert aux auteurs toutes les sources possibles.

Une seule question pourra gêner le géographe amateur comme le chercheur professionnel : *Où se trouve donc la république moldave du Dniestr ?* Le site Internet des Nations-unies **(http://www.un.org/french/aboutun/etatsmbr.htm)** l'ignore, les Atlas mondiaux aussi. Cette république indépendante est-elle l'invention de quelque fantaisiste, et l'Atlas paru il y a deux ans une mystification borgésienne ?

La vérité est ailleurs. Il faut la chercher à la frontière entre les nouveaux États d'Ukraine et de Moldavie, devenus indépendants lors de la disparition de l'URSS en 1991. Dans les dernières années de la pérestroïka, l'antagonisme entre la majorité roumanophone de Moldavie et la population de Transnistrie (composée aux deux tiers de russophones) se fit de plus en plus vif et aboutit finalement à une proclamation d'indépendance unilatérale en septembre 1990. L'armée moldave tenta de reprendre brutalement la maîtrise de la Transnistrie en 1992, mais se heurta à la XIVe armée ex-soviétique cantonnée à Tiraspol, alors commandée par un général qui a beaucoup fait parler de lui par la suite en Russie, Alexandre Lebed. Ce dernier imposa un cessez-le feu en août 1992 et les positions des belligérants ont été figées. Les autorités sécessionnistes maintiennent vaille que vaille, avec un soutien discret de la Russie, leur précaire indépendance. Cette sécession n'a jamais été reconnue ni par la Moldavie ni par l'Ukraine. La République moldave du Dniestr, bien qu'elle délivre ses propres passeports, ne bénéficie pas de la moindre reconnaissance internationale. Les sécessionnistes espéraient faire entrer leur république dans la Communauté des États Indépendants, mais ont essuyé un refus des pays membres.

Cette entité sécessionniste au statut indécis n'est pas un cas unique dans l'espace de l'ex-URSS. On y trouve trois autres quasi-États (entités indépendantes *de facto* mais non *de jure*). L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, qui bénéficiaient antérieurement d'un statut d'autonomie au sein de la République de Géorgie, se sont pratiquement séparées d'elle en 1992-1993, à la suite des violents affrontements déclenchés par les nationalistes géorgiens encouragés par le président Zviad Gamsakhourdia. Toujours dans le Caucase, mais du côté russe, la Tchétchénie, après une proclamation d'indépendance unilatérale puis une guerre sanglante en 1994-1996, a fait sécession de la Fédération de Russie, sans que cette sécession ait reçu la moindre reconnaissance internationale. Ces quatre quasi-États ont des caractéristiques communes : une base ethnique, un territoire minuscule et d'immenses problèmes économiques et sociaux dus au blocus imposé par les autorités des États environnants.

Il est assez remarquable que les autorités transnistriennes, qu'on imagine encombrées de multiples soucis, aient eu celui de soutenir la publication d'un Atlas. Cet ouvrage est un élément d'une stratégie d'affirmation : il sert à légitimer l'existence et à démontrer la viabilité de la Transnistrie. Il faut le lire en tenant compte de cet évident aspect politique.

Que nous apprend l'Atlas sur la Transnistrie ?

Le territoire de la Transnistrie se présente comme un serpentin de 200 km du nord-ouest au sud-est. Le tracé de ses limites est compliqué dans le détail, la forme générale de salamandre qui apparaît semble être le résultat de l'imagination torturée d'un spécialiste du *gerrymandering* (le découpage électoral à l'américaine). Dans ses parties les plus dilatées, sa largeur maximale est de 45 km, mais au réservoir de Dubossary, la Transistrie n'a que 4 km d'est en ouest. Les hasards du tracé de la ligne de cessez-le-feu en expliquent certaines formes déconcertantes.

L'Atlas, qui comprend une section de sciences naturelles (géologie, faune, végétation), une section de géographie humaine et une section historique, est d'une facture « soviétique » tout à fait traditionnelle. Les figurés, les méthodes de représentation sont désuets (de multiples cartes synthétiques compilent des quantités extraordinaires de variables sur un même document). Il a été en fait réalisé

à partir de la compilation de cartes antérieures (*Atlas de la République soviétique de Moldavie*) dont on a découpé et isolé la partie transnistrienne. Les cartes démographiques et économiques décrivent la situation d'avant la crise et la sécession : elles ne correspondent plus à rien aujourd'hui. Les présenter en 1997 est un acte d'intoxication pur et simple.

La section historique finale, composée de quatre pages, propose un choix de cartes qui rappelle au lecteur que la limite actuelle entre Moldavie et Transnistrie fait frontière depuis plusieurs siècles. La sécession de 1990 ne ferait en quelque sorte que marquer le retour à la fonction traditionnelle de frontière du Dniestr (entre provinces ottomanes d'abord, entre Empire russe et Bessarabie ensuite). Présentation convaincante, mais il faut rappeler que c'est la jeune URSS qui fit apparaître pour la première fois une entité politique « transnistrienne », en 1924 seulement. La « République autonome de Moldavie » (où la population roumanophone était d'ailleurs minoritaire), administrativement dépendante de l'Ukraine, avait été créée sous l'impulsion de Staline, dans le seul but de permettre à l'URSS de pouvoir formuler ultérieurement des prétentions territoriales sur la Bessarabie roumanophone. Ce but une fois atteint, cette petite autonomie fut supprimée en 1940, son territoire étant rattaché pour partie à l'Ukraine et pour le reste à la nouvelle République soviétique de Moldavie. La crise ouverte en 1990 est donc l'une des innombrables conséquences de la « sage politique de paix du camarade Staline » et de sa tortueuse gestion des nationalités, marquée par la création et la suppression incessante d'entités politico-administratives en fonction des besoins du moment. – **Denis Eckert**

(1) Dniester State Corporative T.G. Shevchenko University, *Atlas of Dniester Moldavian Republic*, Tiraspol, 1997, 32 p.

Le double sommet de l'Elbrouz (www.pilgrimtours.org)

Au pays des certitudes, demeurent deux « vérités » bien ancrées : 8848 m, le plus haut sommet du Monde, l'Everest; 4807 m, le plus haut sommet d'Europe, le mont Blanc. Il va falloir pourtant réviser ses fiches et rafraîchir sa mémoire.

1. L'Everest n'a pas 8848 m; au mieux 8840 m

C'est même la seule certitude que l'on ait quant à son altitude. Il faut en rabattre. Les 8848 m (29028 pieds) ont été fort bien calculés par le géodésien indien Gulatee en 1954, au théodolite, selon la meilleure procédure possible à l'époque. Une équipe franco-italienne a trouvé 8846,10 m (sic) en 1992 (**www.mountnet.net**), avec les mêmes principes mais plus de moyens, ce qui est tout à l'honneur de Gulatee mais marque déjà un sensible écart. L'altitude de 8842 m est mentionnée dans d'autres sources (ex : **www.everestnews.com**). Or une équipe étatsunienne dirigée par W. Berg a procédé autrement en 1998, en installant une balise GPS au sommet. Le résultat est très précis : 8810 m (**www.mountainzone.com/features/everstht/index.htm**). Le problème est qu'il se trouve inutilisable, car la balise n'est pas tout à fait au sommet, mais dans un trou creusé dans la roche en place le plus haut possible, à 15 ou 20 m plus bas que le sommet.

Quatre grandes causes d'erreur ont été relevées. 1. Les mesures au théodolite sont sensibles à la réfraction de l'atmosphère, et à l'environnement (gravitation, géomagnétisme). 2. Le sommet de l'Everest est coiffé d'une cape de glace et de neige, dont l'épaisseur varie, et l'on ignore où est exactement la roche en place. 3. Il est impossible de mesurer avec précision la différence d'altitude entre ce sommet fluctuant et la position de la balise GPS. 4. Enfin et surtout, le géoïde de référence (qui fixe l'altitude zéro) a changé depuis l'époque de Gulatee : celui qui a servi à l'expédition de 1998 semble être, sous l'Himalaya, à 10 m au-dessous de celui de 1954.

Le résultat est exprimé avec toute la prudence d'un vrai scientifique par P. Potterfield : « En arrondissant à la dizaine de mètres, la Mitre de l'Évêque (Bishop Ledge, le lieu d'implantation de la balise) est à 8780 m selon les coordonnées WGS84, soit 8810 m après correction par rapport au géoïde WGS84, et serait à 8820 m dans le système de coordonnées de Gulatee ; estimant que le sommet ne peut pas être à plus de 20 m au-dessus, et probablement pas à plus de 15, l'altitude du sommet ne peut pas être à plus de 8830 m au-dessus du géoïde WGS84, soit un poil en dessous de 29000 pieds, ce qui correspondrait à 8840 m en coordonnées Gulatee » : un écart d'au moins 28 pieds ou 8 m.

Ce qui nous fait au moins quatre conclusions : a) l'Everest est un peu au-dessus de 8 800 m, sans doute vers 8 840, valeur que l'on pourrait retenir dans les manuels et les classes ; b) il est toujours le plus haut sommet du Monde (le K2 est à 8 610 m… environ) ; c) il est imprudent d'être trop précis, et passablement ridicule de faire comme le Quid, qui affiche un « 8846,10 » déplacé ; d) le débat fait honneur au courage, à l'ingéniosité et à la rigueur de ses protagonistes et peut être cité en exemple des marges d'incertitude dans la connaissance géographique.

2. Le mont Blanc est largement dépassé en Europe.

Ou alors, c'est que l'on ne parle que de l'Union européenne. Certes, nul ne sait où s'arrête vraiment l'Europe. Mais, depuis qu'a disparu le rideau de fer, on a plutôt tendance à en revenir à des considérations géographiques plus classiques : on parle bien d'une « Russie d'Europe », et celle-ci englobe forcément le versant nord du Caucase. Or la crête caucasienne a plusieurs sommets de plus de 5000 m (1), dont l'altitude ne doit rien aux exagérations classiques des statistiques soviétiques.

C'est bien l'Elbrouz qui est le plus haut sommet d'Europe, avec 5642 m. Bien que l'on trouve parfois 5633 m, cette altitude, qui est celle des services officiels et des dictionnaires sérieux, n'est pas vraiment contestée et n'a pas été l'objet de mesures nouvelles. Elle a évidemment sa marge d'incertitude, ce sommet étant également sous capuchon de glace et de neige.

L'Elbrouz est un superbe cône volcanique posé sur un bloc du socle englobé dans la chaîne, à la limite des républiques Karatchaï-Tcherkesse et Kabardino-Balkare, un peu à l'écart de la frontière entre Russie et Géorgie : il est donc entièrement en Russie. Le volcan est éteint, mais semble s'être encore manifesté en 50 ap. J.-C. Il compte deux sommets (Ouest, 5642 m et Est, 5416 m) séparés par un reste de cratère et émergeant d'un ensemble de glaciers discontinu, étendu sur 145 km². La plus ancienne ascension connue, par le Kabarde Kachirov, date de 1829, mais s'est limitée au pic Est; la vraie « première » complète serait celle de l'expédition Grove en 1874, menée par trois Britanniques, un Suisse et le Balkar Sottaev. Les pentes sont modérées (moins de 40°), l'ascension longue mais facile avec des crampons.

L'Elbrouz. Extrait de la carte (en anglais) *Caucasus Central* ; échelle 1/200 000 ; en bleu, les glaces ; en beige, au sud, la Géorgie

L'Elbrouz est fort bien équipé. On y accède de préférence par la vallée du Baksan, à l'est, elle-même abordable à partir du fameux aéroport d'« Eaux minérales » (Minéralnyé Vody), jadis très fréquenté par la nomenklatura et maintenant par les touristes étrangers. Plusieurs hôtels sont au pied, surtout autour de Terskol, le « Chamonix » local. Un téléphérique à cabine monte jusqu'à l'altitude 2950; il est relayé par un autre jusqu'à la station Mir (3500 m, musée); puis par un télésiège jusqu'à 3800 m; de là, on pouvait gagner Priout-11 (le « refuge des Onze »), installé à 4200 m en 1932; mais il vient de brûler (août 1998). Le reste demande 6 à 10 h selon le temps et les aptitudes. Des hélicoptères peuvent être loués, ainsi que des guides réputés. Le domaine skiable est unanimement vanté.

L'Elbrouz, premier sommet d'Europe, est donc maintenant une montagne très civile, bien que proche d'une frontière (et occupé par les Allemands d'août 1942 à janvier 1943). Il faut certes des autorisations, mais elles sont apparemment faciles à obtenir et les voyagistes sont nombreux à clignoter sur Internet, espérant récupérer une partie de la clientèle qui se bouscule au mont Blanc, voire à l'Everest — lequel a subi 11000 visiteurs l'an dernier. – **Roger Brunet**

(1) On peut compter 13 « plus de 4807 m » dans le Caucase, dont 5 « plus de 5000 »; hors du Kazbek, plus oriental, tous sont à la frontière russo-géorgienne (mur de Bézengui et massif du Dykhtaou, à env. 65 km à l'E de l'Elbrouz), aux sources du Tchérek (Kabardino-Balkarie).

Sur l'Everest, outre les sites cités, on peut avoir des nouvelles fraîches sur **www.everestnews.com** ou sur **www.mounteverest.nl.** Sur l'Elbrouz, nombreux sites de voyagistes, comme **www.mountainzone.com/aai/elbrus.html** ou **www.goski.com/rrus/elbrus.htm** ou encore **www-koi.travel.spb.ru/risk/fr_elbr.htm** (en français avec quelques erreurs de traduction) et récits de voyageurs, tel celui de John Lohr, **www-alpinistas.ucsd.edu/archives/1996/elbrus/elbrus.htm** voire mixtes comme celui d'Andrew Wielochowski : **www.ewpnet.com/priut.htm**; le même est le co-auteur de l'excellente carte commentée au 1/200000 dont nous avons extrait le document joint (R. Collomb et A. Wielochowski, *Caucasus central, Elbrus to Kazbek, map-guide*, West Col Prod.); plusieurs sites renvoient à ces éditions EWP.

Une capitale « symbiotique » pour le Kazakhstan

En octobre 1998, le gouvernement kazakh a retenu le projet du Japonais Kisho Kurokawa pour l'aménagement d'Akmola, ville du nord décrétée nouvelle capitale et rebaptisée Astana (1). Kurokawa, théoricien de l'urbanisme et architecte distingué (2), trouve son inspiration dans la culture traditionnelle japonaise et s'appuie notamment sur le concept de *kyosei* (« symbiose »). Il envisage de développer à Astana un espace urbain « métabolique », sur un axe linéaire (*Linear Zoning System*), au sud et à l'est de la rivière Ishim. Il explique qu'il veut réaliser une « symbiose de l'histoire et du futur », « de l'histoire et de la nature », voire « de la ville et de la forêt ». Une « éco-forêt » devrait stimuler « l'industrie éco-media » dans la ville. Ce projet d'ordre utopique évoque certains discours écologistes édifiants, parfois proches des idéologies *new age*!

Pourquoi le gouvernement kazakh a-t-il été séduit par une pensée si radicalement éloignée de la culture locale? Outre des raisons de politique intérieure, il pourrait y avoir plusieurs explications. Les plans de Kurokawa permettraient d'abord de donner une image de modernité, voire de post-modernité (selon un concept à la mode en Occident et au Japon), à un Kazakhstan souvent perçu à l'étranger comme un pays archaïque. Adapter quelques valeurs de la japonité aux réalités kazakhes pourrait être aussi une tentative de trouver une alternative culturelle eurasienne (3) à l'influence étasunienne croissante et à l'emprise russe toujours très prégnante. La troisième explication, plus prosaïque, est que Kurokawa propose, avec bon sens, un aménagement progressif de la capitale tout en conservant les infrastructures héritées de l'époque soviétique (alors que les projets concurrents auraient voulu raser Akmola pour construire Astana), ce qui n'a pas laissé indifférents les pouvoirs publics.

Car il reste à payer les travaux d'Akmola-Astana. Certes, l'immobilier y connaît depuis quelques mois une forte progression avec l'arrivée de promoteurs privés (notamment turcs) et la construction de quelques bâtiments officiels comme un « palais présidentiel provisoire » mais le désordre urbanistique est spectaculaire. Le pays connaît de graves difficultés économiques et ses revenus pétroliers ne peuvent suffire à financer les desseins du gouvernement, particulièrement corrompu. Les autorités kazakhes espèrent certainement que le choix de Kurokawa, relayé par les médias japonais, pourrait attirer les capitaux nippons. Pour l'heure, les investisseurs étrangers ne semblent guère croire au projet, au grand dam du président Nursultan Nazarbaïev. Dans l'attente de jours meilleurs, Astana reste une ville de papier japonais et Almaty s'honore d'être encore la seule vraie capitale du Kazakhstan! – **Laurent Grison**

Document provenant du site Internet de l'architecte

(1) Le choix a été effectué à l'issue d'un concours international organisé au Kazakhstan. Le rééquilibrage du territoire national vers le nord, décidé dès 1992, se justifie par de complexes considérations politiques, économiques et stratégiques. Astana, qui succède à Almaty (anciennement Alma-Ata), signifie « capitale » en kazakh. Akmola, « tombe blanche », aurait pu faire l'objet de railleries. La ville s'est appelée Akmolinsk jusqu'en 1961, puis Tselinograd (« ville des terres vierges », en russe) jusqu'en 1992. Akmola-Astana compte environ 300 000 habitants. Bâtie au XIXe siècle, elle est un carrefour où se croisent le Transkazakh, principal axe N-S du pays (du Transibérien à Almaty) et une voie secondaire O-E.
(2) Il a récemment construit l'aéroport de Kuala Lumpur. Son site Internet personnel : **http://www.kisho.co.jp**.
(3) C'est l'esprit d'une déclaration de l'ambassadeur du Kazakhstan au Japon à l'*Asahi Evening News* (quotidien japonais de langue anglaise), 7-8 novembre 1998, page 14.

Belin/Maison de la géographie, 1999 Le Directeur de la publication : Roger Brunet
Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays
Belin/Maison de la géographie éditeurs, Paris Dépôt légal : 1999 3e trimestre 1999
Composition et mise en page : Maison de la Géographie, Montpellier
Printed in France. Commission paritaire n° 3064 ADEP